



---

## **Pas de nouvelles centrales nucléaires – elles entravent le développement rapide des énergies renouvelables et menacent la sécurité de l’approvisionnement en électricité**

**Sur la question de la sortie du nucléaire, le Conseil fédéral cherche à tromper le peuple suisse !**

1. Les nouvelles centrales nucléaires ne contribuent ni à la sécurité de l’approvisionnement ni à la réalisation de l’objectif de zéro émission nette d’ici à 2050, car elles arrivent à coup sûr trop tard, sont encore et toujours très dangereuses et coûtent beaucoup trop cher.
2. Les problèmes dénoncés depuis des années (dépôt final, dangerosité, dépendance à l’égard de l’étranger) n’ont pas été résolus à ce jour.
3. Le débat sur le renouveau des centrales nucléaires perturbe fortement le développement rapide des énergies renouvelables, lequel s’impose de toute urgence.
4. Le Conseil fédéral ne tient pas compte de la volonté du peuple – il y a 7 ans, la Suisse a décidé de sortir du nucléaire par 58 % de OUI. Depuis lors, rien n’a changé.

### **Explications :**

1. **Les nouvelles centrales nucléaires ne contribueront pas à la sécurité d’approvisionnement avant 2050**

L’objectif climatique – zéro émission nette d’ici à 2050 – doit être atteint sans nouvelles centrales nucléaires. En effet, la procédure d’autorisation et les processus de construction prendraient à eux seuls au moins 25 ans.

2. **Planifier maintenant l’exploitation de nouvelles centrales nucléaires, c’est mettre du sable dans les rouages de l’énergie renouvelable**

Par sa façon de faire antidémocratique, le Conseil fédéral veut sciemment jeter de la poudre aux yeux des gens. En chargeant dès maintenant, c’est-à-dire avant même le lancement de la nouvelle loi sur l’électricité, les responsables politiques et l’administration de tâches aussi fastidieuses, on met du sable dans les rouages de la promotion – nécessaire de toute urgence – des énergies renouvelables par les cantons, les communes et les entreprises énergétiques, et on contribue à semer le trouble dans le développement des énergies renouvelables.

### 3. **La poursuite de l'exploitation des plus vieux réacteurs du monde augmente massivement le risque d'accident**

En faisant sienne et en s'appuyant sur la formule « tant qu'elles sont sûres, on peut continuer de les exploiter », le Conseil fédéral nie les risques résiduels connus liés aux installations en service, à savoir les tremblements de terre, les chutes d'avion, le risque terroriste et les conflits armés (voir Zaporijjia), sans oublier les incidents spontanés et les interruptions d'exploitation dus à la « fatigue des matériaux » dans les réacteurs vieillissants. La poursuite de l'exploitation représente donc un risque pour la sécurité de l'approvisionnement, car les dates d'arrêt liées aux risques ne peuvent pas être planifiées suffisamment tôt.

### 4. **La manière d'agir du Conseil fédéral est antidémocratique**

L'abandon par le Conseil fédéral de l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires va à l'encontre d'une volonté populaire clairement exprimée il y a peu (58 % de OUI). Le PS est consterné de voir le Conseil fédéral fouler aux pieds la volonté populaire – un non-respect qui n'a aucun fondement objectif <sup>1</sup>.

### 5. **Sans subventions massives, pas de nouvelle électricité nucléaire**

Axpo, Alpiq et les Forces motrices bernoises (FMB) affirment ne pas vouloir construire de nouvelles centrales nucléaires, et encore moins les financer par leurs propres moyens, car l'expérience montre que l'électricité nucléaire de tous les types de centrales actuellement disponibles est 2 à 3 fois plus chère que l'électricité photovoltaïque et éolienne nouvelle. C'est pourquoi les lobbyistes du nucléaire demandent que l'État prenne en charge la majeure partie des coûts. <sup>2</sup> Cela entraînera soit une augmentation des impôts, soit un retard dans le développement des énergies renouvelables, bien plus efficaces et moins chères, y compris le stockage – ce qui affaiblirait considérablement la sécurité d'approvisionnement. Le lobby des centrales nucléaires veut ouvertement s'enrichir éhontément avec la fortune publique.

---

<sup>23</sup> Le 21 mai 2017, les citoyen·nes suisses ont décidé, dans le cadre d'une votation sur la loi sur l'énergie, d'adopter l'art. 12a de la loi sur l'énergie nucléaire, qui est entré en vigueur le 1er janvier 2018. L'article interdit la construction de nouvelles centrales nucléaires, ce qui correspond en partie à la sortie du nucléaire annoncée par la conseillère fédérale Doris Leuthard après la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima, au Japon, en 2011. Deux mois après la catastrophe géante de Fukushima, la conseillère fédérale s'est présentée devant les médias pour proclamer la sortie du nucléaire en Suisse. Elle a esquissé un scénario selon lequel les centrales nucléaires suisses pourraient être mises hors service comme suit : Beznau I en 2019, Beznau II et Mühleberg en 2022, Gösgen en 2029 et la centrale nucléaire de Leibstadt en 2034.

Le lendemain, elle s'est exprimée de manière plus prudente dans les colonnes de la Neue Zürcher Zeitung : « Le Conseil fédéral n'indique pas de date fixe pour l'abandon du nucléaire. » Les centrales nucléaires pourraient vivre 50, voire 60 ans, à condition que la sécurité soit garantie, et une date de fermeture plus précoce est également possible. « On a le droit d'exploiter les centrales nucléaires existantes aussi longtemps qu'elles sont sûres. » La sortie du nucléaire a ainsi été relativisée dès son annonce. Au-jour d'hui, 13 ans et demi après la mégacatastrophe de Fukushima, la centrale nucléaire de Mühleberg est le seul réacteur suisse à avoir été arrêté. La durée de vie des autres réacteurs n'est pas limitée et il n'existe pas de plan de sortie.

<sup>24</sup> Les 4 nouvelles centrales nucléaires construites en Europe au cours des 20 dernières années ont englouti plusieurs fois les coûts annoncés. Prenons l'exemple de la centrale de Flamanville (F) => coût annoncé : 3,3 milliards d'euros – coût final : CHF 13,2 milliards d'euros. Le gouvernement anglais garantit aux exploitants de la nouvelle centrale nucléaire de Hinkley Point (Somerset, Angleterre) un prix de l'électricité de 25 cents/kWh pendant des décennies.

6. **Tous les types de centrales nucléaires qui seraient disponibles d'ici à 2050 sont dangereux (3e génération)**

Au cours des 25 prochaines années, seuls (ou presque) seront disponibles les types de réacteurs à eau légère actuellement en service, basés sur des concepts datant des années 1980. Ils présentent encore et toujours des risques d'accident élevés (5 des 200 centrales nucléaires mises à l'arrêt à ce jour ont subi des accidents catastrophiques de fusion du cœur). Ils continuent de produire des déchets hautement radioactifs et à longue durée de vie, qui doivent être maintenus à l'écart de la biosphère pendant un million d'années à un coût élevé. Et ils dépendent de combustibles nucléaires provenant de pays parfois très problématiques, créent des risques de prolifération et représentent un risque de chantage en situation de crise (voir la guerre en Ukraine et le conflit en Iran), car une centrale nucléaire représente un risque très élevé en temps de guerre.

7. **Tous les nouveaux réacteurs SMR sont encore de pures « visions d'ordinateur »**

Les nouveaux « réacteurs game changers » (SMR : Small Modular Reactor), dont le lobby des centrales nucléaires fait la promotion à cor et à cri, présentent en partie des caractéristiques théoriques intéressantes, mais ils impliquent tous de nouveaux risques et coûts encore inconnus. L'efficacité des centrales thermiques augmente avec la taille de leur capacité. Les petites installations ont donc tendance à être plus chères que les grandes installations, qui sont déjà très coûteuses. Et toutes n'ont pas été testées, car il s'agit pour l'instant de pures « chimères informatiques ». L'industrie s'attend à ce qu'elles soient techniquement disponibles à partir de 2035. Selon le professeur Pautz, dans une Suisse à forte densité de population, elles ne pourraient pas être réalisées avant 2060-2080. (Prof. D' Pautz, PSI (PSI : Paul Scherrer Institute)/EPFL (École polytechnique fédérale de Lausanne), conférence du 1er mars 2024 à l'EPFZ (École polytechnique fédérale de Zurich) devant des spécialistes de l'énergie issus des rangs du PS).

8. **De nouvelles centrales nucléaires constituent un gigantesque gaspillage d'argent... qui vient à manquer ailleurs**

Compte tenu des progrès réalisés dans le domaine des énergies renouvelables et des technologies de stockage, ces nouvelles centrales sont totalement inutiles et n'entraînent, outre de nouveaux risques pour la population, qu'un gigantesque gaspillage d'argent public – lequel argent serait investi bien plus judicieusement ailleurs.

9. **Le problème de l'héritage irradiant n'est toujours pas résolu, nous n'avons pas le droit de l'aggraver**

Le lobby nucléaire veut nous faire croire qu'il sera un jour possible de construire de nouvelles centrales nucléaires capables de réduire/« brûler » les déchets radioactifs existants et ne présentant plus de risque notable d'accident. Nous ne sommes pas fondamentalement fermées à de nouveaux développements, car la question des déchets doit encore être vraiment bien résolue. Mais ce n'est absolument pas une raison pour construire maintenant de nouvelles centrales nucléaires qui continueront de produire le type même de déchets que nous ne pouvons pas traiter de manière responsable à ce jour.

**10. Un accident majeur dans l'une des anciennes centrales nucléaires suisses constitue un scénario ingérable pour la Suisse**

Seule une sortie rapide et progressive du nucléaire permettra de réduire les risques. Et compte tenu de la nette majorité qui, le 9 juin, s'est exprimée en faveur du développement rapide du photovoltaïque et de la modernisation de l'énergie hydraulique, cette sortie est techniquement réalisable et économiquement abordable.

Après tout, chaque personne vivant en Suisse a droit à l'intégrité de sa santé. Le « comprimé d'iode pour après » n'est qu'une solution désespérée contre l'absorption d'iode radioactif par le corps humain ; il ne constitue en aucun cas une solution médicale à long terme contre les conséquences d'un accident nucléaire. En cas d'accident nucléaire, la population suisse se transformerait en une nation de réfugié-es.

**11. Les centrales nucléaires font partie d'une immense chaîne militaro-industrielle dont les coûts écologiques et sociaux sont abyssaux**

La construction et l'exploitation de centrales nucléaires ainsi que l'approvisionnement en combustible et son retraitement constituent une immense chaîne militaro-industrielle au début et à la fin de laquelle se trouvent généralement des populations indigènes qui perdent leur maison et dont l'environnement et la nourriture sont irradiés, car l'extraction du combustible nucléaire et le retraitement des éléments de combustible émettent constamment de grandes quantités de substances radioactives. L'impact environnemental total de l'énergie nucléaire est 10 fois supérieur à celui de l'énergie éolienne – (impact calculé en UCE (unités de charge écologique), OFEV 2018).

**12. L'énergie nucléaire émet elle aussi du CO2**

La chaîne nucléaire émet elle aussi du CO<sub>2</sub>, depuis l'extraction de l'uranium jusqu'à la construction des centrales nucléaires, au retraitement et au stockage définitif, en passant par le traitement chimique, dans les usines de fabrication de combustible, et les transports. Aujourd'hui, l'empreinte carbone de l'industrie nucléaire mondiale est nettement plus élevée que celle de l'énergie éolienne ou photovoltaïque (énergie calculée par kWh).